

**Session de Lausanne – 1927**

**Procédure arbitrale**

*(Rapporteurs : MM. Francisco L. de La Barra et André Mercier)*

I.

L'Institut constate que le "Projet de règlement pour la procédure arbitrale", de 1875, a ouvert la voie à la procédure arbitrale telle qu'elle s'est développée depuis cette époque, - que ses principales règles ont reçu la consécration du droit positif et que son premier but a été ainsi atteint. Mais, considérant que les progrès continus de l'arbitrage appellent le développement des règles de droit formel, il décide de poursuivre l'œuvre commencée et d'entreprendre l'élaboration d'un code de procédure internationale.

II.

L'Institut constate que sa recommandation, faite en 1877, d'insérer dans les traités une clause compromissoire stipulant le recours à la voie de l'arbitrage en cas de contestation sur l'interprétation et l'application de ces traités, a trouvé un accueil très favorable auprès des Etats. Mais, considérant que le principe de l'arbitrage obligatoire, intégral et inconditionné, n'est pas encore consacré, l'Institut maintient et renouvelle sa recommandation instante aux Etats, qui ne seraient pas encore liés par des conventions de conciliation et de règlement judiciaire obligatoire d'insérer dans leurs traités une telle clause stipulant le recours à une procédure juridictionnelle internationale en cas de contestation sur l'interprétation et l'application de ces traités.

III.

L'Institut, voyant dans l'institution de la Cour permanente de Justice internationale la réalisation du vœu émis par lui à Christiania, en 1912, estime que sa Résolution a atteint son but.

IV.

L'Institut considérant que la Résolution votée par lui à Edimbourg en 1904, au sujet du recours à l'intervention de la Cour permanente d'Arbitrage, est devenue trop limitative et ne correspond plus aux nécessités actuelles, estime ne pas devoir maintenir cette Résolution.

V.

L'Institut, considérant qu'il y a une lacune grave dans l'organisation judiciaire internationale au point de vue de la protection des intérêts privés, considérés sur le plan international, et que des progrès doivent être réalisés, par étapes, dans ce domaine, estime nécessaire de faire une étude de ce problème et de l'inscrire à l'ordre de ses travaux.

\*

(2 septembre 1927)